

Tension en Allemagne à quelques jours du scrutin

Crise économique, montée de l'extrême droite soutenue par Donald Trump et multiplication des manifestations : les élections législatives allemandes entrent dans leur sprint à l'approche du scrutin de dimanche qui pourrait porter au pouvoir les conservateurs.

Aurélie Lachapelle, 18 février 2025

Actuellement, c'est le conservateur Friedrich Merz, chef du Parti chrétien-démocrate qui mène avec 29 % d'intentions de votes, selon les projections du site d'information politique Politico, et ce, malgré le fait qu'il ait brisé un tabou politique d'après-guerre.

Vers la fin janvier, les conservateurs ont fait adopter un texte à la Chambre des députés avec l'aide des voix du parti d'extrême droite Alternativ für Deutschland (AfD). Aucun parti allemand n'avait collaboré avec un parti d'extrême droite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y a près de 80 ans. Ce tabou est appelé pare-feu, cordon sanitaire ou *Brandmauer*.

Cette collaboration a été vivement dénoncée par une partie de la population allemande, menant à de nombreuses manifestations dans les dernières semaines, en plus de créer une dissidence au sein même du parti Parti chrétien-démocrate.

Le sujet de l'extrême droit est « quelque chose de très délicat » en Allemagne « à cause de l'histoire du nazisme », explique Blaise Vaney, analyste en formation à École de politique appliquée à l'Université de Sherbrooke.

Ces élections ont été déclenchées à la suite de l'effondrement de l'alliance des trois partis qui permettaient au chancelier sortant Olaf Scholz de rester au pouvoir. Les désaccords ont eu lieu en novembre, au moment d'adopter le budget.

L'ascension de l'extrême droite

Cheffe du parti AfD, ou Alternative pour l'Allemagne, Alice Wiedel connaît une montée en popularité depuis quelques années. Son parti ne s'est jamais aussi bien porté depuis sa création en 2013 avec 21% d'intentions de votes, le meilleur score qu'a connu le parti.

Alice Wiedel a notamment séduit son électorat avec un discours anti-immigrants. « Le parti stigmatise beaucoup l'immigration. Ça a vraiment été accaparé par le parti », poursuit Blaise Vaney.

L'Afd fait des références « à peine voilées au nazisme ». Le parti « banalise des crimes de guerres nazies et effectue de la manipulation médiatique dans le but de banaliser l'extrême droite », continue le chercheur.

Plus bas dans les intentions de votes se trouvent le chancelier sortant et chef du Parti social-démocrate (centre-gauche), Olaf Scholz, avec 16% et Robert Habeck, chef du parti vert, avec 13% d'intentions.

Un appui de Trump

L'administration Trump a ouvertement donné son soutien à l'AfD. Le 14 février dernier, à Munich, le vice-président américain J.D. Vance a prononcé un discours dans lequel il critiquait le « pare-feu » ou « cordon sanitaire » et appelait aux partis à collaborer avec l'AfD. « Il n'y a pas de place pour des pare-feux », a lancé M. Vance.

En réaction, le candidat conservateur Friedrich Merz s'est fâché de voir de « telles ingérences dans les élections législatives allemandes et dans la formation du gouvernement qui s'en suivra », lors du débat du 16 février. Olaf Scholz a réagi similairement, en disant que cette intervention est « inacceptable ».

Alice Weidel, pour sa part, a « vivement salué » les propos de J.D. Vance.

Le millionnaire Elon Musk a aussi donné son appui à Alice Wiedel, en prenant la parole lors d'un rassemblement de l'AfD.

Un contexte économique difficile

La première puissance économique de l'Union européenne est frappée par une crise économique. Les Allemands n'ont plus accès au gaz russe, très abordable pour eux, depuis l'invasion de l'Ukraine, et les ventes vers leur principal partenaire économique, la Chine, ralentissent.

Volkswagen, symbole de la réussite économique allemande, a menacé l'an dernier de fermer trois de ses usines.

« L'instabilité politique et économique en Allemagne rend l'Union européenne moins stable, surtout avec Donald Trump à la Maison-Blanche », conclut Blaise Vaney, alors que les partis d'extrême droite se sont réunis à la Madrid sous le slogan « Make Europe Great Again », le 10 février dernier.